

Questions et réponses sur la pétition

Voici une réponse synthétique aux commentaires ou questions relatifs à la pétition.

Pour l'essentiel, il s'agit des réactions au mailing de diffusion et aux débats préalables.

Ce texte est signé par les administrateurs de "Insoumis démocrates" et de FIFOR, tous signataires de la pétition.

La pétition

<http://fifor.fr/index.php/2018/01/23/petition-pour-une-democratie-dans-lfi/>

Quelle est notre motivation ?

L'Avenir En Commun propose de vraies avancées démocratiques, comme la révocation des élus, et c'est au premier chapitre du programme. Dès lors, se pose cette question :

ce qui serait bon pour le pays peut-il être mauvais pour notre mouvement ?

La réponse conditionne fortement :

- ▶ notre façon de vivre entre militants dans l'organisation
- ▶ les idées que nous pouvons défendre par l'exemplarité à l'extérieur du mouvement.

Etant entendu que la démocratie a pour corollaire obligatoire la transparence.

Pourquoi une pétition ?

Dans la boîte à idée de la convention de Clermont, ces questions sur la démocratie ont été posées, mais elles ne figurent ni dans la synthèse, ni dans les scrutins en ligne organisés par la direction nationale.

Des camarades insoumis ont déjà sollicité la direction via la plate-forme internet et par mail aux 17 députés pour une demande d'ouverture d'un débat national entre insoumis sur cette question de la démocratie dans la FI. Aucune réponse pour le moment à cette proposition. Deux camarades, dont une ex-candidate aux législatives (Français de l'étranger), ont voulu créer chacun un GA thématique sur le thème démocratie ; l'un n'a pu être créé, l'autre a été supprimé en moins de 24 heures, sans explications dans chaque cas.

Pour se faire entendre, nous avons donc pris l'initiative de faire une pétition. Ce n'est pas une critique, mais une demande d'ouverture d'un débat national entre insoumis sur cette question.

➔ **La pétition peut faire du mal au mouvement**

Ce qui fait du mal à de nombreux insoumis et à la FI, c'est le manque de transparence et de co-décision aux sujets importants dans notre organisation. Nous avons l'impression de ne pas être en phase avec nos valeurs démocrates et avec l'esprit de L'AEC sur l'urgence démocratique

Beaucoup de militants qui sont en accord avec l'idée de démocratie dans le mouvement, se sont trouvés confrontés à un dilemme : faut-il défendre l'idée, ou l'organisation ?

Une autre formulation serait : à quel point l'idée peut-elle causer du tort, ou du bien à l'organisation ?

➔ **La démocratie existe déjà dans le mouvement**

Une chose est certaine : le mouvement n'est pas démocratique au sens de l'AEC.

➔ **La démocratie dans la FI n'est pas une priorité ou un objectif**

C'est le choix de la direction (JLM lui même le dit : "*le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif*" journal le « 1Hebdo » en octobre 2017, mais cela ne devrait-il pas être un choix offert aux militants ?

Qui décide du rôle et de la composition de la future Assemblée représentative, de l'organisation interne, d'éventuels négociations et accords électoraux nationaux ou locaux ?

Il nous semble important de rappeler que lors de la consultation pré-convention nous avons voté sur un seul texte pour la charte des GA et un seul texte sur les principes de la FI.

La démocratie ce n'est pas seulement le vote mais aussi le choix entre plusieurs propositions de nature différentes et soumises au vote. Ce n'est pas simplement répondre oui/non.

➔ **C'est la démocratie qui tue les partis, et c'est justement ce dont nous ne voulons plus**

Ce n'est pas la démocratie qui est mauvaise quand il y a une mauvaise démocratie !

Ce qui vide les partis c'est la déconnexion entre les membres de base d'une structure et sa direction, entre représentants et représentés. Le manque de prise en compte des militants dans les prises de décisions importantes participent à cette distanciation. Cette déconnexion provoque une perte de confiance et un désengagement de plus en plus marqué.

Ce n'est pas la démocratie qui est mauvaise c'est la fausse démocratie, l'opacité et la trop forte verticalité d'une organisation !

Voilà pourquoi nous demandons démocratie participative, révocation et transparence, comme dans l'AEC.

➔ **Il y a plus de démocratie à la FI que dans les partis**

En matière de transparence et de participation des militants sur les décisions importantes pour la suite du mouvement, nous ne sommes pas les meilleurs.

➔ **Qui êtes-vous ?**

Nous sommes des membres de plusieurs groupes d'insoumis, reliés par Internet et géographiquement dispersés :

- ▶ le groupe facebook « insoumis démocrates », initiateur de la pétition
- ▶ le groupe FIFOR, composé essentiellement de référents de GA, dont la vocation est de relier les GA. C'est à ce titre que FIFOR relaye et diffuse la pétition.
- ▶ le groupe facebook « Café des insoumis »

La pétition a été principalement discutée dans le groupe « Café des insoumis » qui est le plus nombreux (900 membres environ).

Les discussions ont été nombreuses et riches. Il y a eu 3 débats :

- 1) Le texte de base sur une demande de démocratie. Il a été approuvé
- 2) Faut-il une recommandation de confidentialité pour la diffusion de la pétition ? il a été décidé que non
- 3) À qui envoyer la pétition ? il a été décidé de l'envoyer aux 17 députés, plutôt qu'à une personne non élue.

La plupart d'entre nous interviennent sous leur vrai nom, certains utilisent des pseudos pour des raisons qui leurs sont propres (professionnelles etc.) et que nous respectons.

➔ **Que signifie « indépendant du national » sur la page d'accueil FIFOR ?**

C'est pour signifier que nous ne prétendons pas faire partie du national, ni être missionné par lui.

Nous prétendons simplement faire partie de la base des insoumis, et nous pensons être autant diversifiés.

Cet email en provenance de fifor.fr et diffusé aux GA (Groupes d'Action FI) est-il légitime ?

▶ Au plan politique, oui, car il s'agit de pouvoir ouvrir un débat, donc de faire circuler l'information (comme un tractage, ou des affiches ou des pétitions physiques)

▶ Au plan éthique, oui, car il n'y a aucun vol de données, puisque le national publie les adresses des GA pour qu'elles soient utilisées.

▶ Au plan légal, oui, car nous respectons les directives de la CNIL. En particulier, les demandes de retrait de la liste ont été honorées, et les erreurs résiduelles corrigées.